



Obama et la Libye

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 22 mars 2011

[WSWS](#) 22 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le gouvernement Obama a lancé une nouvelle guerre barbare contre un pays au Moyen Orient qui est en grande partie sans défense. Il a ordonné le largage de missiles de croisière et de bombes sur des villes et des installations partout en Libye ce qui a déjà provoqué des dizaines de morts et des centaines de blessés.

Un très petit nombre des médias, qui sont à la botte des grandes entreprises et qui, une fois de plus, accomplissent une fonction de propagande au service du Pentagone, se sont donné la peine d'indiquer que cette nouvelle guerre a commencé le jour du huitième anniversaire de la campagne « choc et effroi » qui avait inauguré la guerre en Irak. Ayant coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, cette guerre se poursuit à ce jour, avec près de 50.000 troupes américaines encore déployées sur le sol irakien.

Le président Barack Obama, qui doit son élection en novembre 2008 en grande partie à un appel cynique au sentiment anti-guerre massif, a poursuivi la guerre en Irak, a intensifié la guerre en Afghanistan en l'étendant au Pakistan, et a fait des interventions militaires élargies en Somalie et au Yémen. A présent, il a débuté sa propre campagne de choc et d'effroi et, il y a toutes les raisons de croire, que les conséquences en seront tout aussi catastrophiques.

L'affirmation d'Obama que les Etats-Unis ne font qu'aider d'autres pays à imposer une résolution des Nations unies et à exécuter une « action militaire limitée » ne fait que souligner la lâcheté, l'irresponsabilité et l'hypocrisie du gouvernement démocrate dans sa précipitation tête baissée dans une nouvelle guerre d'agression. Ses promesses répétées selon lesquelles Washington « ne déploiera pas de troupes américaines au sol » sont sans valeur tout comme sa déclaration faite à des responsables et sa promesse aux législateurs américains que l'assaut américain contre la Libye sera terminé « en quelques jours plutôt qu'en quelques semaines. »

Dans une telle rhétorique irresponsable on retrouve la réaction de gens comme Donald Rumsfeld qui, la veille de la guerre en Irak, avait assuré aux médias : « Je ne peux pas vous dire si aujourd'hui le recours à la force en Irak durera cinq jours ou cinq semaines, ou cinq mois, mais ça ne durera certainement pas plus longtemps que cela. »

La soi-disant règle de « Pottery Barn », c'est-à-dire « ce que vous cassez vous appartient », évoquée par le secrétaire d'Etat américain d'alors, Colin Powell, pour mettre en garde George W. Bush des conséquences de la guerre contre l'Irak, est encore valable. La logique d'une guerre ayant pour but d'immobiliser et de renverser un régime existant est inexorable. La puissance impérialiste qui perpétue une telle attaque est amenée à fabriquer un nouveau régime qui est plus à son goût. Les résultats en Afghanistan et en Irak sont

manifestes : la restauration du colonialisme, une guerre sans fin pour écraser la résistance de la population occupée, la promotion de monstres politiques à la Frankenstein tels Karzaï et Maliki.

Les apologistes du gouvernement Obama, dont bon nombre font partie de la soi-disant gauche, insistent sur le fait que la guerre actuelle ne peut pas être comparée à celle lancée sous Bush. En l'occurrence, nous dit-on, les objectifs sont purement humanitaires, pour protéger le peuple libyen. De plus, c'est une guerre qui est sanctionnée par les Nations unies et même réclamée par la Ligue arabe. Dans ce cas précis, il s'agit de la « doctrine Obama » multilatéraliste contrairement à la « doctrine Bush » unilatéraliste.

Tout ceci n'est que de la poudre aux yeux. L'ampleur et la sauvagerie du bombardement – l'attaque de chars, de troupes et de cibles urbaines ainsi que d'installations militaires éloignées – ont déjà démenti les affirmations que l'action militaire serait limitée à la protection des populations civiles.

Tout acte d'agression militaire par les Etats-Unis est systématiquement justifié comme étant une tentative humanitaire pour sauver une population vivant sous la contrainte. C'était le cas en 1993 pour l'incursion en Somalie et l'intervention en Bosnie, et pour la guerre aérienne contre la Serbie plus tard dans la décennie. L'invasion de l'Afghanistan avait été promue en partie comme une croisade pour la protection du peuple afghan contre les Taliban et Al Qaïda, et le gouvernement américain et les médias avaient présenté la guerre en Irak comme une mission pour le retrait d'un dirigeant qui avait gazé et tué son propre peuple, et pour apporter la démocratie aux masses irakiennes.

Samedi, Obama a justifié la guerre contre la Libye en proclamant que « nous ne pouvons pas rester inactif quand un tyran dit à son peuple qu'il n'y aura aucune pitié et que ses forces vont intensifier leurs assauts. »

En effet, à Bahreïn, où la dynastie dirigeante a abattu des manifestants non armés dans les rues et déclenché une terreur sectaire contre la majorité chiite opprimée, Washington n'est pas resté inactif. Il a soutenu la répression et l'intervention de l'Arabie saoudite et d'autres monarchies et émirats dictatoriaux pour écraser le soulèvement populaire.

De la même façon, après que le régime au Yémen a massacré vendredi au moins 52 manifestants pacifiques et imposé l'état d'urgence, le gouvernement Obama a simplement « regretté » la violence en invitant au « dialogue » et en répétant son engagement à la « stabilité » de la dictature d'Ali Abdullah Saleh qui est soutenue par les Etats-Unis.

Les critères utilisés par le gouvernement Obama pour déterminer quels actes de répression requièrent une intervention américaine ne sont pas des principes moraux universels, mais des intérêts impérialistes flagrants.

La Libye, comme l'Irak avant elle, devient une cible en premier lieu en raison de ses réserves pétrolières – évaluées à plus de 40 milliards de barils – et des implications de sa richesse pétrolière à la fois pour les profits des grands groupes et pour les intérêts stratégiques américains.

L'impulsion immédiate pour l'action militaire américaine n'a pas été, comme l'ont montré des articles dans le *Wall Street Journal* et ailleurs, l'escalade de la répression en Libye de la part du régime Kadhafi ou la prétendue légitimité accordée par la déclaration de la Ligue

arabe.

De par le passé, Washington a fait preuve d'un mépris non dissimulé à l'égard de cette organisation lorsqu'elle a publié pour la forme des déclarations condamnant l'agression d'Israël. Ce n'est que lorsqu'elle a demandé ce que les puissances impérialistes voulaient faire de toute façon qu'elle a bénéficié d'une voix faisant autorité

Ce n'est qu'une fois que les bombes et les missiles ont commencé à frapper la Libye, que le chef de la Ligue, Amr Moussa, a condamné l'action, en déclarant : « Ce que nous voulons, c'est la protection des civils et pas le bombardement de plus de civils. » Moussa, qui envisage de se porter candidat à la présidence en Egypte, tente de brouiller les pistes. Il est conscient que l'attaque menée par les Etats-Unis est rejetée par une vaste majorité de la population en Egypte et dans le monde arabe.

Selon le *Wall Street Journal*, le gouvernement Obama s'est senti obligé d'agir par crainte d'être « dépassé par le Royaume Uni et surtout la France, tous deux étant des défenseurs plus agressifs de l'intervention. » Washington n'était pas disposé à accepter que les deux anciennes puissances coloniales de la région agissent toutes seules, ce qui représente un défi implicite à l'assise hégémonique de l'impérialisme américain sur la région depuis qu'il a coupé l'herbe sous le pied à la précédente intervention militaire franco-britannique lors de la crise de Suez en 1956.

Au coeur de la guerre libyenne se trouvent, non pas l'altruisme démocratique, mais bien plutôt les intérêts impérialistes et les conflits inter-impérialistes qui vont en s'intensifiant. De plus en plus la situation mondiale ressemble à la série de crises toujours plus pernicieuses qui s'étaient emparées du capitalisme mondial à la veille de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale.

En 1937, alors que la Deuxième Guerre mondiale se dessinait à l'horizon, Franklin Delano Roosevelt avait prononcé un discours appelant à la mise en « quarantaine » de l'agression fasciste. Il avait dit au peuple américain :

« Sans déclaration de guerre et sans avertissement ou justification d'aucune sorte, les civils, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, sont impitoyablement assassinés par des bombes tombant du ciel. En temps soi-disant de paix, des navires sont attaqués et coulés par des sous-marins sans raison et sans préavis. Des pays fomentent des guerres civiles ou prennent parti dans ces guerres dans des pays qui ne leur ont jamais fait de mal. Des pays réclamant la paix pour eux-mêmes la refusent aux autres. Des gens innocents, des nations innocentes, sont cruellement sacrifiés pour le pouvoir et la suprématie qui sont dépourvus de tout sens de justice et de considération humaine. »

Roosevelt se préparait à poursuivre ses propres objectifs impérialistes, mais ses remarques reflétaient néanmoins une conscience des principes démocratiques qui est totalement absente de nos jours. Son réquisitoire des crimes des régimes nazi et fasciste pourrait bien être appliqué littéralement, et quasiment sans changement aux crimes du gouvernement Obama au moment où celui-ci lance une guerre d'agression sans l'accord du congrès, et encore moins le consentement de la population américaine, et qu'il « assassine avec des bombes tombant du ciel » et qu'il prend partie dans une guerre civile dans un pays qui n'a rien fait aux Etats-Unis. »

La population laborieuse américaine paiera le prix de cette agression par le biais d'attaques

redoublées contre son niveau de vie, contre les conditions sociales et les droits fondamentaux. Le coût des 112 missiles de croisière Tomahawk tirés en l'espace de quelques heures s'élève à bien plus de 100 millions de dollars. La quantité de richesse gaspillée par le déploiement massif d'avions de combat et de navires de guerre américains est encore bien plus grande. On n'a pas entendu un seul mot sur le coût de cette opération dans une situation où les politiciens et les médias ne cessent de déclarer que le gouvernement n'a pas d'argent et que des écoles doivent être fermées, des enseignants doivent être licenciés, des programmes vitaux doivent être drastiquement réduits et les salaires, les retraites et la couverture de santé des employés du public doivent être fortement amputés.

La lutte contre la guerre, étouffée par le mouvement « anti-guerre » officiel dominé par des groupes de protestation soi-disant de gauche et qui soutiennent Obama, ne peut être ravivée que sur la base d'un mouvement indépendant de la classe ouvrière à la fois contre les Démocrates et les Républicains, et le système capitaliste qui est la source du militarisme.

Nous invitons instamment tous ceux qui veulent engager une lutte contre cette guerre impérialiste en Libye, en Afghanistan et en Irak à participer en avril à la série de conférences sur « la Lutte pour le socialisme aujourd'hui » organisée à travers les Etats-Unis par le Socialist Equality Party (Parti de l'Egalité socialiste), le *World Socialist Web Site* et l'Internationale étudiante pour l'Egalité sociale (IEES).

Article original, [WSWS](#), paru le 21 mars 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca